

Zoom sur ...

... le trafic de faux-médicaments dans le contexte de la pandémie de COVID 19

En pleine période de COVID-19, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déjà publié 4 alertes, depuis le début de la crise sanitaire, sur **la prolifération de faux médicaments contre le coronavirus**. [L'institution onusienne a même publié](#) une liste détaillée de ces médicaments falsifiés, ainsi que leur photo. Dans ce contexte, l'Organisation professionnelle des entreprises du médicament opérant en France (Leem), l'Organisation africaine de la Propriété intellectuelle (OAPI), le Comité national français anti-contrefaçon (CNAC) et l'Association des industriels pharmaceutiques en Afrique francophone subsaharienne (LIPA) se sont associés pour **réaliser une courte vidéo de prévention**, qui sera diffusée sur les chaînes panafricaines du groupe Canal +. **Le pôle Propriété intellectuelle du Service économique régional d'Abidjan était également mobilisé.**



Extrait du spot de prévention prochainement diffusé

❖ Le phénomène de contrefaçon de médicaments touche particulièrement l'Afrique

Si le trafic de produits pharmaceutiques contrefaits existe dans le monde entier ([il générerait 200 Mds USD au niveau mondial selon l'OMS](#)), le phénomène se déploie majoritairement sur le continent africain – qui importe près de 90% des médicaments qu'il consomme. **L'Afrique subsaharienne concentre 42% des saisies de faux médicaments depuis 2013.** Les médicaments non conformes et falsifiés représenterait **jusqu'à 60% des produits dans certains pays du continent** et provoquerait chaque année la mort de plus de 120 000 enfants de moins de 5 ans (900 000 personnes à travers le monde). Les bénéfices tirés seraient supérieurs à ceux du trafic de drogue, alors que les risques encourus par les

trafiquants sont encore bien moindres. Selon l'Institut international de recherche anti-contrefaçon, **la Chine et l'Inde seraient les principaux fournisseurs de faux médicaments sur le continent.** Le Nigéria est identifié comme la première destination de ces produits contrefaits, ensuite redistribués vers les pays frontaliers et au-delà selon des circuits bien rôdés : en septembre 2016, le tiers des 126 millions de faux médicaments saisis dans 16 ports africains lors d'une opération de l'Organisation mondiale des douanes lui était ainsi destiné.

❖ Les médicaments constituent l'un des premiers postes d'exportation de la France vers la zone

Les produits pharmaceutiques représentaient 12,5% des exportations françaises vers l'Afrique de l'Ouest en 2019, soit **plus de 558 M EUR**. Si ce chiffre s'est fortement érodé par rapport aux années précédentes (1 Md EUR en moyenne entre 2015 et 2017), **les médicaments restent dans le top 3 des produits d'exportations français** vers 7 pays de la région dont le Bénin (21,4% des exportations en 2019), le Mali (22,2%) ou encore le Togo (18,1%).

❖ La situation appelle à une réponse coordonnée au niveau international et continental

L'Union africaine a initié en février 2019 la création d'une **Agence africaine du médicament**, dont l'objectif est notamment d'introduire **des lois et des sanctions pénales** afin de criminaliser et punir plus sévèrement le trafic de médicaments. Les 17 et 18 janvier dernier, [Lomé accueillait un sommet](#) consacré à la lutte contre le trafic en Afrique, ayant abouti à [la signature d'une déclaration par 6 pays](#) (dont le Togo, le Sénégal et le Niger), avec des objectifs similaires.

Pays	Cas avérés de COVID-19 au 08/05/20 (décès)
Bénin	242 (2)
Burkina Faso	736 (48)
Cap-Vert	218 (2)
Côte d'Ivoire	1571 (20)
Gambie	18 (1)
Guinée	1927 (11)
Guinée-Bissau	564 (2)
Libéria	189 (20)
Mali	650 (32)
Mauritanie	8 (1)
Niger	781 (42)
Sénégal	1551 (13)
Sierra Leone	231 (16)
Togo	145 (10)
Total	8831 (220)

ACTUALITE REGIONALE

Maintien de la dynamique haussière des nouveaux crédits et dépôts, accompagné d'une baisse du coût du crédit dans l'UEMOA

[Selon un récent rapport de la BCEAO](#), l'offre de nouveaux crédits bancaires dans l'Union est restée dans la dynamique haussière observée au cours des dernières années. En effet, le montant des crédits mis en place est ressorti à 15 435,7 Mds FCFA (23,5 Mds EUR) en 2019, soit une hausse de 4,1% par rapport à 2018. Environ deux tiers des crédits octroyés sont destinés à la trésorerie (60%), suivie de la consommation (14%) et de l'équipement (12%). La progression du montant des nouveaux crédits a été observée dans tous les pays, sauf en Côte d'Ivoire (-1,3%) et une stagnation a été notée au Mali. L'orientation baissière du taux d'intérêt débiteur moyen dans l'UEMOA entamée depuis 2010 s'est poursuivie en 2019. En effet, le coût de crédit est passé de 8,39% en 2010 à 6,79% en 2018, puis à 6,68% en 2019. Le repli du taux débiteur moyen est observé dans l'ensemble des pays de l'Union en 2019, à l'exception de la Côte d'Ivoire (+1 point de base) et du Niger (+16,4 p.b). Quant aux montants des nouveaux dépôts à terme (à l'ouverture de comptes) sur les places de l'Union, ils se sont accrus de 4,3% par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 7 469,6 Mds FCFA (11,4 Mds EUR) en 2019. Les encours des nouveaux dépôts à terme ont baissé au Mali (-20,3%) et au Burkina (-10,7%) tandis qu'ils ont progressé dans tous les autres pays. Les dépôts à terme d'une maturité inférieure ou égale à 2 ans restent prépondérants et représentent 77,6% des dépôts en 2019. Le taux de rémunération moyen des dépôts à terme est ressorti à 5,34% en 2019, contre 5,41% en 2018. Une tendance stagnante observée dans la plupart des pays, sauf au Burkina Faso (+17,8 p.b), au Mali (+7,5 p.b) et au Niger (+11,8%).

Le Niger rapatrie 1398 orpailleurs nigériens du Burkina Faso suite à des violences sur les sites d'orpaillage

[1398 orpailleurs nigériens ont été rapatriés du Burkina Faso le 2 mai 2020, après des violences les ayant opposés aux orpailleurs burkinabés](#) et qui ont conduit à la fermeture de certains sites d'exploitation dans le Sud du pays. Les orpailleurs rapatriés sont actuellement installés sur le site d'accueil de Séno, pour une durée de deux semaines. Ils ont été accueillis à Niamey par plusieurs personnalités, dont le ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur, celui de l'Action Humanitaire et de la Gestion des catastrophes, le président de la Délégation Spéciale de la ville de Niamey, ainsi que des responsables de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Niger, qui a organisé le rapatriement par bus. Une vague moins importante de 150 orpailleurs devrait suivre. Pour rappel, l'or est le produit d'exportation phare du Burkina Faso (2/3 des exportations totales en 2018). L'exploitation artisanale d'or sur l'axe Diébougou-Bobo-Dioulasso a débuté en 2017, lorsque des gisements de métal ont été découverts.

BENIN

Le Bénin légifère pour améliorer son score dans le classement Doing Business

Le 29 avril, le Directeur adjoint du ministère de la Justice et de la Législation a annoncé, lors d'une conférence de presse, [l'approbation d'une loi portant modernisation de la justice \(Loi 2020-08 du 23 avril 2020\)](#) destinée à améliorer le climat des affaires au Bénin. La nouvelle loi institue ainsi une chambre des petites créances (valeur égale ou inférieure à 5 000 000 FCFA, soit 7 630 EUR) devant les Tribunaux de Première Instance et les tribunaux de commerce. Elle simplifie certaines procédures, par exemple en introduisant un formulaire normalisé en ligne pour la saisine des juridictions en matière de petites créances, ou encore en renforçant l'encadrement général des délais de procédure, notamment en matière d'exécution forcée. Pour rappel, le Bénin a gagné 4 places dans le dernier classement [Doing Business de la Banque mondiale](#), publié en octobre 2019. Le pays est ainsi classé au 149^{ème} rang sur 190 à l'échelle mondiale, et au 24^{ème} rang sur 48 en Afrique subsaharienne.

BURKINA FASO

La Banque mondiale accorde un financement de 21,2 M USD pour lutter contre le COVID-19

[La Banque mondiale a approuvé, le 30 avril, un financement de 21,2 M USD de l'Association internationale de développement \(IDA\)](#), dont la moitié en don et l'autre moitié en crédit, en faveur du Burkina Faso pour soutenir le pays dans la lutte contre la pandémie de COVID-19. Ce financement alloué au « Projet de préparation et de riposte à la pandémie de COVID-19 » renforcera les capacités de prévention, d'anticipation et de réaction des systèmes de santé publique. Il prolongera et étendra les financements d'urgence à hauteur de 4 M USD du « [Projet de renforcement des services de santé](#) » (PRSS) mis en œuvre depuis 2018, qui soutient aujourd'hui la protection du personnel soignant et le suivi des personnes ayant été en contact avec des cas confirmés de COVID-19. Le montant total du PRSS était déjà de 100 M USD, dont 80 M USD en don et 20 M USD en fonds fiduciaires.

Ratification de l'accord de prêt de 49 M EUR avec la BAfD pour le projet solaire YELEEN

Le Conseil des ministres du 6 mai 2020 a adopté une ordonnance portant ratification de [l'accord de prêt signé le 21 février avec la Banque africaine de développement \(BAfD\)](#), d'un montant de 49 M EUR, pour la mise en œuvre du projet YELEEN. Ce projet de développement de centrales solaires et de renforcement du système électrique national devrait se déployer entre 2020 et 2024 et permettre la réalisation de 4 nouvelles centrales photovoltaïque, d'une puissance totale de 52 MWc, sur le territoire burkinabè. Les réseaux électriques de distribution seront également étendus en vue de raccorder 30 000 nouveaux ménages, soit environ 200 000 personnes. Le coût total de l'initiative est estimé à 140 M EUR. Le reste du financement sera apporté par [l'AFD](#) (à hauteur de 55%), l'Union européenne (6%) et le gouvernement (3%), par l'intermédiaire de la Société nationale burkinabè d'électricité (SONABEL). Pour rappel, le Burkina Faso enregistre l'un des plus faibles taux d'accès à l'électricité du continent, à 21 % à l'échelle nationale en 2018. Le nouveau président de la SONABEL, Souleymane Konaté, a par ailleurs officiellement pris ses fonctions à la tête du conseil d'administration de la Société le 28 avril 2020. Il a été nommé en Conseil des ministres, le 27 décembre 2019, pour une durée de 3 ans.

COVID-19 : l'Etat prévoit une assistance alimentaire au profit des personnes les plus vulnérables

[La ministre en charge de l'Action sociale, Marie Laurence Ilboudo](#), a annoncé à l'issue du Conseil des ministres du 29 avril 2020, des mesures visant à accompagner les personnes vulnérables dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. A ce titre, 2 millions de personnes à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso (déplacés internes, femmes travaillant dans le secteur informel, enfants des rues, anciens détenus, etc.) bénéficieront d'une assistance alimentaire, sous deux formes : (i) la distribution de vivres et (ii) le transfert d'argent à hauteur de 20 000 FCFA (30,5 EUR) par mois, qui touchera 3000 ménages, pendant trois mois. Le coût de ces mesures n'a pas été précisé. Elles pourraient être étendues au reste du pays et bénéficier à terme à 50 000 ménages.

CAP-VERT

Hausse des exportations (+25%) et des importations (+5,4%) au premier trimestre 2020 en g.a.

[Selon l'Institut National de la Statistique du Cap-Vert](#), les importations du pays ont augmenté de 5,4% en g.a., à 18 351 M CVE (166 M EUR), et les exportations de 25,1%, pour s'établir à 1 253 M CVE (11,3 M EUR) au cours du premier trimestre 2020. Les réexportations en revanche ont diminué de 9,2%. Le déficit de la balance commerciale s'est accru de 4,2% sur la période et le taux de couverture a augmenté de 1,1 pp. L'Europe a été le premier client (94,3% des exportations) et fournisseur (77,9% des importations) du pays, avec en tête l'Espagne (60,7% des exportations et 12,1% des importations) et le Portugal (20,5% des exportations et 41,1% des importations) comme principaux partenaires commerciaux. Les produits préparés et conserves sont le premier poste d'exportation du Cap-Vert (61,6%), suivis des crustacés et mollusques (12,4%) et de l'habillement (12,3%). Les combustibles représentent le premier poste d'importations du pays (12,3%), suivis des réacteurs et chaudières (7,2%) et des véhicules automobiles (6,6%).

Hausse des prêts au secteur privé en 2019 (+3,9% en g.a.)

Selon [la Banque centrale du Cap-Vert](#), l'encours des crédits à l'économie dans le pays ont augmenté de 3,9% en 2019 pour atteindre 115 252 M CVE (1 040 M EUR). Les crédits aux entreprises publiques non financières ont augmenté de 4,2% en 2019 pour atteindre 5 607 M CVE (50,6 M EUR) et les prêts au secteur privé ont cru de 3,9% pour s'établir à 109 644 M CVE (989,7 M EUR). La Banque centrale explique cette évolution par la hausse des prêts aux entreprises privées pour le financement des stocks, du fonds de roulement et des investissements, ainsi qu'aux particuliers pour le financement de la construction et de l'achat de maisons. Le taux d'intérêt moyen sur les prêts est passé de 10,25% en 2018 à 10,34% en 2019.

COTE D'IVOIRE

La Banque mondiale accorde un financement additionnel de 35 M USD à la Côte d'Ivoire pour lutter contre le COVID-19

[La Banque mondiale et le gouvernement ivoirien ont signé, le 5 avril, un accord de crédit de 35 M USD](#) de l'Association internationale de développement (IDA), pour renforcer la lutte contre la pandémie de COVID-19 dans le pays. Ce financement permettra de renforcer la prévention et le système de santé publique en fournissant des équipements de protection individuelle au personnel soignant et en fournissant du matériel adéquat aux unités de soins intensifs et aux établissements de santé. Il permettra également d'améliorer l'alimentation en eau, l'hygiène et l'assainissement des établissements sanitaires. Enfin, il financera la formation du personnel de santé, la détection rapide de nouveaux cas et une prise en charge efficace des patients. Cet appui vient s'ajouter aux 40 M USD déjà mobilisés par la Côte d'Ivoire auprès de l'institution financière par le biais du mécanisme d'intervention d'urgence (CERC), à travers le Projet d'achat stratégique et d'alignement des ressources et des connaissances en santé. Cela porte désormais à 75 M USD (69,2 M EUR) le montant total alloué par la Banque mondiale à l'Etat ivoirien dans le cadre de la lutte contre le coronavirus.

Alassane Ouattara annonce l'allègement des mesures de confinement et fait le bilan des mécanismes de soutien, déjà financés par l'Etat à hauteur de 190 Mds FCFA depuis le début de la pandémie

Dans le cadre de la lutte contre la propagation du COVID-19, [le chef de l'Etat ivoirien a adressé un discours à la Nation le 7 mai 2020](#), pour la deuxième fois depuis le début de l'épidémie. Dans son discours, il a annoncé la levée de plusieurs mesures de confinement à l'intérieur du pays, notamment la levée du couvre-feu et celle des restrictions portant sur les restaurants, maquis et bars, ainsi que la réouverture des établissements scolaires. Concernant le Grand Abidjan, le couvre-feu est maintenu jusqu'au 15 mai, mais ses horaires sont allégés (de 23h à 4h, contre 21h-5h précédemment). Les mesures de restrictions sur les établissements de nuit et les écoles restent en vigueur. Elles seront également levées le 15 mai si les indicateurs d'évolution de la pandémie continuent de s'améliorer. Enfin, l'isolement du Grand Abidjan est maintenu. Le Président Ouattara a également indiqué que [le gouvernement a déjà décaissé 190 Mds FCFA dans le cadre des différents mécanismes de soutien](#). Ce montant comprend : (i) 50 Mds FCFA pour le fonds de solidarité ; (ii) 40 Mds FCFA pour le fonds de soutien aux PME ; (iii) 30 Mds FCFA pour le fonds de soutien aux grandes entreprises ; (iv) 20 Mds FCFA pour le fonds d'appui au secteur informel ; (v) 50 Mds FCFA en soutien au secteur agricole, dont 10 Mds FCFA pour le vivrier. Des cabinets privés internationaux ont été recrutés pour accompagner les organes de gestion des différents fonds.

Le coronavirus pourrait coûter plus de 400 M USD aux filières du cajou et du coton en 2020

Selon le directeur du [Conseil coton-anacarde \(CCA\)](#), Adama Coulibaly, [les filières anacarde et coton s'attendent à une perte globale de recettes à l'exportation d'environ 410 M USD](#) (378,2 M EUR) en raison des conséquences économiques liées au coronavirus. En effet, le tarif de la tonne de noix de cajou (environ 600 000 tonnes exportées par la Côte d'Ivoire cette année, principalement vers le Vietnam et l'Inde) est passé de 1400 USD à 900 USD depuis janvier 2020. Le cours du coton a également baissé de près de 40%, d'environ 1000 FCFA/kg (1,65 USD) à 600 FCFA/kg (1 USD), avec des exportations prévues à 170 000 tonnes. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est dans le top 3 des producteurs mondiaux d'anacarde, au coude-à-coude avec l'Inde

et le Vietnam, et devrait produire 730 000 tonnes à l'issue de la saison 2019-2020. Elle est également le 3^{ème} pays producteur de coton de la région, derrière le Bénin et le Mali, et ambitionne d'en produire 510 000 tonnes cette saison.

Uniwax déficitaire au premier trimestre 2020 après la chute des ventes liée au COVID-19

Les ventes de l'entreprise Uniwax, filiale du groupe hollandais Vlisco et leader dans la production et la commercialisation du pagne wax en Côte d'Ivoire, [sont significativement affectées par la crise du COVID-19](#) : elles ont chuté de 10% en glissement annuel en février et de 23% en g.a. en mars. Elles souffrent notamment de la fermeture des frontières terrestres au Nigeria, l'un des principaux marchés d'écoulement des produits de la marque. Uniwax voit son chiffre d'affaire reculer de 16% au premier trimestre 2020 par rapport au premier trimestre 2019, à 8,5 Mds FCFA (13 M EUR). L'entreprise a terminé le trimestre sur un résultat net déficitaire de 236,1 M FCFA (360 K EUR). Elle s'attend à un retour progressif du niveau habituel des marchés au cours de la seconde moitié de l'année.

La construction du stade de Yamoussoukro achevée à 50%

L'Ambassadeur de France, Gilles Huberson, a visité le 8 mai 2020, le chantier de construction du stade de Yamoussoukro, qui doit abriter les matchs de la CAN 2023. Les travaux sont actuellement [à un niveau d'avancement de 50%](#). L'entreprise française Sogea Satom, chargée de la mise en œuvre des travaux, a instauré toutes les mesures de prévention et de distanciation nécessaires pour permettre la continuité de son activité et ainsi sauvegarder l'emploi des 500 collaborateurs engagés sur le chantier. La livraison du stade, d'une capacité de 20000 places, est prévue pour décembre 2021.

Bolloré Transport & Logistics fait don de dispensaires médicalisés et de matériel médical pour soutenir le gouvernement face au COVID-19

Dans le cadre des actions de lutte contre le COVID-19, Bolloré Transport & Logistics a offert à la population de San Pedro un dispensaire construit à partir d'un conteneur aménagé pour abriter trois salles de consultation autonome. L'infrastructure vient renforcer les capacités des structures de santé dans la région. Le groupe a offert [5 structures similaires à l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire](#). Bolloré Transport & Logistics a également fait don au Centre des opérations d'urgence de Côte d'Ivoire de [1000 combinaisons d'intervention et près d'un millier de paires de gants](#) pour renforcer la sécurité et les conditions d'intervention des équipes. Les communes abritant les installations des entreprises de Bolloré Transport & Logistics à Abidjan ont enfin reçu des produits d'hygiène, des consommables sanitaires et des vivres destinés aux populations. Le groupe Bolloré Transport & Logistics, à travers ses différentes filiales (Abidjan Terminal, Carena, Sitarail), souhaite ainsi contribuer à la stratégie de riposte nationale du gouvernement ivoirien face à la pandémie. Le montant total de ces dons n'a pas été communiqué.

GAMBIE

L'UE soutient la lutte contre le changement climatique en Gambie (1,4 M EUR)

[L'Union européenne \(UE\) a approuvé une allocation de 1,4 M EUR en faveur de la Gambie](#), pour le financement d'une assistance technique de long terme (36 mois) à l'Agence nationale de l'environnement et au Département des ressources en eau pour atténuer les conséquences du changement climatique et aider la Gambie à s'y adapter. Cette assistance technique permettra de renforcer les capacités et de soutenir une série d'activités d'atténuation et d'adaptation au climat déjà en cours, financée également par l'UE dans le cadre du projet de résilience des zones côtières et marine de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (GCCA +). Dans son communiqué, l'UE rappelle que le changement climatique en Gambie contribue fortement au déclin de l'agriculture en raison de la nature fragile de la zone côtière et de l'environnement marin.

GUINEE

Nordgold envisage de construire une centrale thermique de 33 MW pour alimenter la mine d'or de Lefa

La société minière russe Norgold envisage de construire une centrale thermique au fioul de 33 MW pour alimenter en énergie sa mine d'or de Lefa, située à 680 km de Conakry. [Elle a signé dans ce cadre un accord d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction avec le groupe SUMEC](#), un membre de la China national machinery industry corporation (SINOMAC). La nouvelle centrale électrique remplacera l'installation existante, réduisant ainsi à la fois la consommation de carburant de 15% et d'huile à moteur de 30% pour la production d'électricité. Cela se traduira par une réduction de 17 000 tonnes des émissions de gaz à effet de serre par an. Le coût du projet est estimé à 23 M USD (21,3 M EUR), et la centrale devrait être achevée d'ici fin 2021. Pour rappel, Nordgold a acquis la mine de Lefa en 2010. La production en 2019 de la mine est estimée à 5,4 tonnes pour un chiffre d'affaires de 263,5 M USD (244 M EUR).

LIBERIA

L'hôpital de Buchanan équipé d'un système solaire électrique dans le cadre d'un projet du PNUD

[Un système solaire vient d'être mis en service à l'hôpital de Buchanan](#), la capitale du comté de Grand Bassa au Liberia. La centrale a été installée par l'entreprise libérienne Eco-Power dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement libérien et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) autour du projet « Liberia Solar for Health ». Elle est composée de 150 panneaux solaires capables de fournir 24 kWc. Les modules sont reliés entre eux par des onduleurs solaires et connectés à un système de stockage par batteries pour permettre à l'hôpital de disposer d'électricité après le coucher du soleil. L'installation devrait sécuriser l'approvisionnement en électricité de l'hôpital et permettra à une réduction significative de ses dépenses énergétiques. Eco-Power, qui assurera la maintenance la première année, estime que la centrale pourrait fonctionner pendant 20 ans si les équipements sont bien entretenus. Pour rappel, le projet Liberia Solar for Health prévoit l'équipement en systèmes solaires de 12 hôpitaux à travers le pays. En mars 2020, le gouvernement, le PNUD et Eco-Power ont ainsi déjà inauguré [une centrale solaire photovoltaïque de 3 kWc au centre de santé de Sinje](#), dans le comté de Grand Cape Mount. Le Libéria est l'un des 11 pays bénéficiaires du projet mondial « Solar for Health » du PNUD, [principalement financé par le Fonds mondial](#).

MALI

COVID -19 : Approbation d'un aide d'urgence de 200 M USD par le FMI

[Le 30 avril 2020, le conseil d'administration du FMI a approuvé un décaissement de 146,7 M DTS \(200 M USD, soit 78,6 % de la quote-part\) en faveur du Mali](#) au titre de la facilité de crédit rapide (FCR). Cet appui financier fait en plus de l'approbation récente d'un allègement du service de la dette envers le FMI d'environ 10 M USD pour les six prochains mois, au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes. Ce nouveau financement doit permettre au Mali de faire face au COVID-19 et à l'impact économique des mesures prises pour limiter la propagation de la pandémie. Selon le FMI, le choc de la COVID-19 frappe durement l'économie malienne, alors même que le pays fait déjà face à une situation sociale et sécuritaire difficile. Les perspectives économiques se sont significativement détériorées, avec une croissance qui devrait se situer en dessous de 1% en 2020.

Coton : baisse du prix au producteur pour la campagne 2020/2021

[Le prix au producteur de coton au Mali est fixé pour la campagne 2020/21 à 200 FCFA](#) (0,3 EUR) le kilo pour le premier choix, soit 75 FCFA en moins par rapport à la campagne précédente. Cette baisse est imputable à la chute des cours internationaux du coton (-18% depuis le début de l'année), suite à la pandémie de COVID-19, estimée à 12% sur l'année pour 2020 par le Comité consultatif international du coton. Avec un tel prix, le ministre malien de l'Agriculture a précisé que le gouvernement maintenait pour la campagne 2020/21 la subvention de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) aux cotonculteurs et qu'elle serait transformée en bonus de 15

FCFA (2 centimes EUR) par kilo en fonction de la quantité produite lors de la campagne précédente. Une mesure qui pourrait inciter les producteurs à maintenir leur niveau de production. Pour mémoire, avec une production estimée à 700 000 tonnes pour la campagne 2019/20, le Mali est le deuxième plus gros producteur de coton en Afrique, derrière le Bénin.

MAURITANIE

Ratification de deux conventions de prêt du Koweït pour un montant total de 200 M USD

Le 30 avril 2020, [le gouvernement mauritanien a ratifié deux conventions de crédits, signées le 5 mars 2020 au Koweït, entre l'Etat Mauritanien et le Fonds koweïtien de développement économique arabe \(FKDEA\) pour le financement de deux projets routiers intégrateurs](#). La première convention porte sur un montant de 32 M USD destiné au financement de la construction d'une route de 150 km entre Nema – Nbeiket Lehwache (près de la frontière malienne). La deuxième convention d'un montant de 168 M USD devrait aider au financement de la route Tidjikdja – Kiffa – Selibaby (près de la frontière malienne également).

Allègement progressif des mesures de lutte contre le COVID-19

Après un premier allègement du couvre-feu au début du mois de Ramadan, [les autorités mauritaniennes confirment la tendance de l'assouplissement en le réduisant une seconde fois de 23h00 à 06h00](#) (anciennement de 21h00 à 06h00). La prière du vendredi est désormais autorisée dans les mosquées dans un strict respect des mesures de distanciation. Après deux mois d'inactivité, les marchés obtiennent l'autorisation de réouverture et les restaurateurs peuvent reprendre les ventes par livraison (l'accueil du public restant interdit). La réouverture des écoles est toujours programmée pour le 25 mai 2020.

Le ministre des Finances confirme une contraction de l'économie de 2% en 2020

Le ministre des Finances, Mohamed Lemine Ould Dhehbi, a déclaré le 6 mai 2020 qu'en raison des effets de la crise liée au COVID-19, [l'économie mauritanienne devrait se contracter de 2% et le déficit budgétaire devrait atteindre 5% du PIB en 2020](#), selon les estimations. Il annonce l'adoption de dispositions en vue de « relever le niveau de la fiscalité, à travers la hausse de l'ensemble des taxes et l'institution de nouveaux critères d'agrément des représentations de sociétés étrangères pour éviter la fraude fiscale et la réduction des assiettes de prélèvements ».

Déclenchement d'une grève dans la mine d'or de Kinross-Tasiast

[Les employés de la société Kinross sont en grève depuis le 5 mai](#). En dépit des nombreuses réunions tenues entre les délégués du personnel et la direction de la société, aucun accord n'a pu être trouvé. Les employés revendiquent le respect des dispositions relatives à la durée légale du travail, des heures supplémentaires, un repos hebdomadaire ainsi que le respect du paiement du bonus de production conformément aux clauses de la convention collective des travailleurs. La direction de Kinross se défend en assurant avoir respecté toutes ses obligations juridiques et regrette le déclenchement d'une grève dans un contexte économique délicat. Selon elle, il a été mis en place des mesures qui permettent la poursuite des opérations minières en toute sécurité et dans le strict respect des directives et recommandations du Gouvernement en rapport avec le COVID-19. Elle a ainsi dû demander aux employés de prolonger exceptionnellement leur rotation sur le site afin de limiter les déplacements, tout en proposant une compensation supplémentaire substantielle pour récompenser les employés pour leurs efforts.

Adoption d'un projet de loi sur la protection des consommateurs

En séance plénière, [l'Assemblée nationale de la Mauritanie a adopté un projet de loi relatif à la protection du consommateur](#). Ce projet comporte 92 articles et instaure notamment des garanties pour le consommateur d'acquiescer toutes les données et informations essentielles relatives aux produits commercialisés. Lors de son intervention devant l'Assemblée nationale, le ministre du Commerce a souligné les défaillances du système et la désorganisation qui empêche une surveillance efficace du marché. Il a ensuite insisté sur la nécessité d'une rigueur des contrôles pour protéger les consommateurs.

L'Etat lance un programme de collecte des déchets pour un montant de 3,7 M EUR

Le 2 mai 2020, le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et le ministre de la Jeunesse et des Sports en Mauritanie ont lancé [le programme de collecte des ordures ménagères](#) dans le cadre du programme « Mes priorités » du Président de la République, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani. Le programme, d'un montant global de 150 M MRU (3,7 M EUR), englobe 33 communes au niveau national et concerne directement 700 000 habitants.

NIGER

L'OMS fait un don de matériel médical de 98 M FCFA au Niger

[L'Organisation mondiale de la santé \(OMS\) a fait un don de matériel médical d'une valeur de 98 M FCFA](#) (150 M EUR) au ministère de la Santé publique, le 28 avril 2020. Ce don est constitué d'équipements de protection individuelle, d'équipements de maternité, de tentes et accessoires, de thermoflash, de médicaments et de consommables.

La Belgique accorde un prêt de 8 M EUR pour améliorer l'accès à l'eau à Niamey

[Le président nigérien, Issoufou Mahamadou, a autorisé la ratification de l'accord de prêt d'un montant de 8 M EUR](#), signé le 5 février 2020 entre le Niger et le Royaume de Belgique, pour la mise en œuvre du projet de réhabilitation du seuil de retenue d'eau de Goudel, situé à Niamey. L'initiative vise à accroître l'offre en eau potable de la capitale du pays, dont le déficit actuel de production et de distribution est d'environ 43 000 m³ d'eau par jour. Le projet de réhabilitation sera réalisé par la Société de patrimoine des eaux du Niger. Ce projet est complémentaire à celui de l'usine de potabilisation de l'eau Goudel IV, actuellement en construction et qui devrait être achevée en juillet 2020. L'installation est construite par l'entreprise espagnole Denys, pour un coût de 79 M EUR financé grâce à des prêts contractés notamment auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de l'Agence française de développement (AFD). Elle affichera, à terme, une capacité de 40 000 m³ d'eau par jour.

Contribution du Président et des membres du gouvernement à la lutte contre le coronavirus par reversement de salaires

[Le Président de la République, le Premier ministre, ainsi que les autres membres du gouvernement ont apporté une contribution personnelle de près de 60 M FCFA \(88 K EUR\)](#) pour la lutte contre le coronavirus. Cette enveloppe correspond à la somme de trois mois de salaire du président de la République, deux mois de salaire du Premier ministre et un mois de salaire de chacun des membres du gouvernement, ministres d'Etat, ministres et ministres délégués.

L'installation de feux tricolores à énergie solaire à Niamey réalisée à 50%

Dans le cadre du [Projet de gestion des risques de catastrophes et du développement urbain](#), la Banque mondiale finance à hauteur de 300 M FCFA (450 K EUR) l'installation de feux tricolore dans la capitale. Ces feux sont installés dans le but de fluidifier la circulation dans la ville de Niamey et renforcer la sécurité routière. Ils sont dotés de batteries reliées à des panneaux solaires pour assurer leur autonomie et sont munis de caméras intégrées, qui permettent de renforcer la surveillance et de lutter contre le vandalisme et les accidents de la circulation. [A l'occasion d'une visite de terrain, le 29 avril, le coordinateur du projet a indiqué que les travaux étaient réalisés à plus de 50%.](#)

SENEGAL

Conséquence du COVID-19, Air Sénégal aurait perdu plus de 30 M EUR de chiffre d'affaires en 3 mois

Le ministre du Tourisme et des Transports aériens du Sénégal a annoncé que, du fait de la fermeture des voies aériennes pour cause de coronavirus, [la compagnie Air Sénégal a subi un manque à gagner de 20 Mds FCFA \(30,4 M EUR\) de chiffre d'affaires en 3 mois.](#) La société gestionnaire de l'aéroport Limak-Aibd-Summa

(LAS) aurait perdu 6 Mds FCFA (9,1 M EUR) et l'Aéroport international Blaise Diagne de Dakar (AIBD) près d'1,3 millions de passagers.

Campagne agricole : rallonge budgétaire de 20 Mds FCFA pour l'accès aux intrants

Le Président Macky Sall a décidé d'allouer [20 Mds FCFA \(30,4 M EUR\) supplémentaires au budget du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural en vue de faciliter l'accès aux intrants lors de la prochaine campagne agricole](#). L'objectif est de déployer davantage de moyens pour atteindre l'autosuffisance alimentaire après le COVID-19.

Accord sur le mode d'emploi des 200 Mds de FCFA de soutien financier aux entreprises

Dans le cadre du Programme de résilience économique et sociale (Pres), le Chef de l'Etat du Sénégal, Macky Sall, avait annoncé, le 3 avril, la création d'un mécanisme de financement d'un montant de 200 Mds FCFA (305 M EUR) en soutien au secteur privé. Pour matérialiser cette mesure, [le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Amadou Hott, et le Président de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Sénégal, Amadou Bocar Sy, ont signé, le 29 avril dernier, l'accord-cadre définissant les modalités d'octroi des financements](#). Pour la mise en œuvre du mécanisme, deux guichets de 100 Mds FCFA (152 M EUR) chacun seraient prévus (un pour les PME et un autre pour les grandes entreprises). S'agissant des très petites entreprises, celles qui auraient un chiffre d'affaires inférieur à 100 M FCFA et domiciliées dans une banque ou un système financier décentralisé, seraient couvertes par un mécanisme géré par le Fonds de garantie des investissements prioritaire (FONGIP)

SIERRA LEONE

La phase II du déploiement du réseau national de fibre optique bientôt lancée

La Sierra Leone va bientôt lancer la phase II de son projet de réseau national de fibre optique. [Le ministère de l'Information et des Communications a reçu les équipements nécessaires](#) à cet effet, le 24 avril 2020. Ils ont été acquis grâce à [un prêt concessionnel de 30 M USD octroyé à l'Etat sierra-léonais par l'Exim Bank of China en septembre 2019](#), à un taux d'intérêt de 1% et avec une maturité de 15 ans. Le groupe chinois Huawei est en charge de la conduction technique des travaux. Selon le directeur général de Sierra Leone Cable Limited (SALCAB), l'entreprise publique impliquée dans le projet, des infrastructures télécoms à haut débit seront acheminées vers quinze nouvelles villes. La fibre optique connectera notamment les écoles, les hôpitaux et les conseils de district des régions bénéficiaires. Les opérateurs de réseaux mobiles et les fournisseurs d'accès Internet pourront aussi étendre leur capacité de services 3G et 4G. Pour rappel, le pays bénéficie d'une connexion à la fibre optique depuis le déploiement du câble sous-marin Africa Coast to Europe (ACE) entre le Libéria et la Sierre Leone, d'une longueur de 660 km, en 2012. Ce déploiement (considéré comme la phase I du projet de réseau national de fibre optique) a été principalement soutenu par la Banque mondiale dans le cadre [du projet régional ECOWAN](#), d'un coût de 28 M USD. Le nouveau câble à fibre optique sera directement relié au câble ACE, qui relie par ailleurs 23 pays entre la France et l'Afrique du Sud, sur 17 000 km.

TOGO

Le Togo confronté à des difficultés pour écouler les stocks de céréales après une production excédentaire de 70 000 tonnes

[Selon les récentes informations fournies par la direction de l'Agence nationale de sécurité alimentaire au Togo \(ANSAT\)](#), le Togo enregistre 70 000 tonnes d'excédents céréaliers pour la campagne agricole 2019-2020. En conséquence, l'ANSAT note que plusieurs zones de production du pays affichent actuellement des quantités de céréales non-écoulées, entre autres la zone nord-Est de la ville de Sokodé (plus de 4 200 tonnes) et Elavagnon dans l'Est-Mono (plus de 5 000 tonnes). Pour rappel, au début de la crise sanitaire liée au COVID-19, les prix des denrées de première nécessité avaient connu une envolée significative. Pour desserrer l'état spéculatif entretenu par certains commerçants, l'ANSAT avait alors mis sur le marché local près de 100 tonnes

de céréales, sur ses 13 000 tonnes de stock national de sécurité. Le Directeur général de l'Agence a indiqué que l'ANSAT poursuivra les opérations d'achat de céréales dans les milieux ruraux pour porter le stock de sécurité à 15 000 tonnes, et soutiendra les agriculteurs dans l'exportation de leurs excédents dans la sous-région, si le Togo est sollicité. L'objectif est d'éviter un impact négatif à moyen-terme de cette situation sur la croissance agricole du pays. Le Togo exporte le surplus de ses productions agricoles depuis une dizaine d'année.

Chute du nombre de créations d'entreprise au mois d'avril 2020

Au mois d'avril 2020, [le Centre de Formalité des Entreprises a annoncé n'avoir reçu que 636 dossiers de création d'entreprise](#), contre 1 180 le mois précédent. Cette baisse est d'autant plus significative que celles-ci étaient en hausse continue depuis l'amélioration des procédures de créations d'entreprise ces derniers mois.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque